

S H E R I F

LE GRAND BASCULEMENT

Multilatéralisme • Intelligence Artificielle • Afrique



| COMPTE-RENDU |

La Fondation pour la Prospective et l'Innovation a pour ambition de rester fidèle à sa tradition d'éveil de l'attention des décideurs publics et privés de France et, plus généralement d'Europe, aux mutations technologiques et géopolitiques qui transforment notre planète. Elle entend aussi étendre, approfondir ses activités et les faire connaître à un auditoire plus large. Aussi, a-t-elle décidé de publier désormais un rapport annuel appelé « Le Shérif » qui rend compte des grands axes d'analyses et de propositions de l'année écoulée. Retardé par le virus, il sera dans les librairies de France et édition électronique à compter du 18 juin 2020. Le Shérif ? Ce titre interpelle : qu'est-ce qu'un personnage de western vient faire ici ? C'est en fait un hommage que Jean-Pierre Raffarin a tenu à rendre à celui qui, parmi tant d'initiatives pionnières, fut aussi le créateur de la Fondation : René Monory. Le Shérif était le surnom affectueux que lui donnaient ses amis. Ce clin d'œil au père fondateur est une manière de rappeler que le rapport annuel n'aurait pu voir le jour sans lui.

Pour lancer l'événement, une rencontre a eu lieu le 16 juin 2020, sous forme de Webinaire, entre Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier Ministre et Président de la Fondation, Pascal Boniface, directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, et Ulysse Gosset, éditorialiste de politique étrangère sur BFM TV. Comme il se doit en pareille circonstance, le thème en était les grandes tendances qui marquent l'évolution de la scène internationale.

Jean-Pierre Raffarin a lancé le débat en évoquant le phénomène structurant que constitue à ses yeux la tension croissante entre la Chine et les Etats-Unis. Celle-ci ne date pas d'hier. On en perçoit les premiers signes dès avant l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. Mais le fait est que dernier Président a projeté le sujet sur le devant de la scène où il est maintenant bien installé. Son contenu s'est même étendu puisque, limité au départ aux questions commerciales, il a bientôt gagné le domaine de la compétition technologique pour se généraliser à la compétition tout court entre ce que représentent les deux pays en termes d'organisation politique, de valeurs, d'image et d'influence dans le monde. Ce qui est en jeu, en fait, c'est la suprématie. Pékin considère que les Etats-Unis sont voués à un déclin irrémédiable et que la Chine monte inexorablement tous les échelons de la puissance mondiale. Les Etats-Unis s'arc-boutent à leur position et entendent bien ne pas se laisser détrôner. C'est ce qu'on a décrit comme « le piège de Thucydide », la rivalité entre la puissance établie et la puissance montante, qui peut aller jusqu'à la guerre ouverte.

On n'en est certes pas à cette extrémité mais maintenant que la pandémie du Covid-19 a atteint les Etats-Unis, la tension s'est nettement intensifiée. Au surplus, cette tension paraît bien appelée à perdurer dès lors que la perception de la menace chinoise fait l'objet d'un consensus bipartisan entre Républicains et Démocrates. Les relations d'interdépendance qui se sont construites pendant quarante ans sont en train de se défaire. Les pays tiers font l'objet de pression de part et

d'autre pour choisir leur camp comme on le voit bien dans l'affaire Huawei. Le risque est particulièrement flagrant dans le cas de l'Union Européenne. Si elle ne parvient pas à définir une position commune qui lui soit propre, elle est vouée à se faire balloter, telle une balle de ping-pong, entre les deux grands joueurs sur la scène internationale.

Pascal Boniface et Ulysse Gosset dont l'avis est sollicité reconnaissent les faiblesses de l'Europe. L'Union fait évidemment partie du camp occidental et se rend compte de ses vulnérabilités à l'égard de la Chine mais elle dépend aussi pour une large part de ce dernier pays pour sa prospérité économique. En vérité, elle en dépend à des degrés divers : certains Etats membres, beaucoup ; d'autres moins. D'où la difficulté à dégager une position commune. Néanmoins, l'actualité la plus récente offre quelques solides raisons d'espérer. La Commission Van der Leyden s'est d'emblée voulue une **Commission « stratégique »**. Elle s'emploie à réagir contre la conception irénique qui a longtemps marqué sa vision des relations internationales. Elle **révise ses règles de concurrence**, elle se dote d'un dispositif de défense contre les investissements étrangers prédateurs, **elle s'efforce de contenir son retard dans le domaine des hautes technologies et de l'intelligence artificielle**. Surtout, après un flottement initial, elle est en train de définir, sur la conduite à tenir face à la crise économique exceptionnelle de 2020, une ligne qui pourrait bien marquer **une avancée remarquable de la solidarité communautaire**. C'est du moins ce que laisse espérer l'initiative franco-allemande du 18 mai dernier et la proposition budgétaire présentée dans la foulée par la Commission. Peut-être est-ce le Brexit qui a favorisé ce sursaut. Toujours est-il qu'il est palpable et c'est encourageant, sans être encore déterminant.

Autre grand thème qui est appelé à structurer les relations internationales dans les prochaines années, **la souveraineté**. La crise sanitaire a montré combien nous étions dramatiquement dépendants de produits dont nous avons délocalisé la fabrication : tels médicaments cruciaux, tels équipements essentiels n'étaient plus produits ailleurs qu'en Chine. Pour des raisons étroitement économiques, il apparaît que nous avons trop sacrifié à la recherche du moindre coût. Après l'affaire des sanctions américaines contre l'Iran qui avait déjà montré combien notre souveraineté était mise à mal par l'extraterritorialité de la loi américaine, **la pandémie nous invite, une nouvelle fois et à une tout autre échelle, à réfléchir à la question**.

L'autarcie n'est évidemment pas une réponse. Il ne s'agit pas de revenir en bloc sur la mondialisation qui nous a apporté de nombreux bienfaits, en particulier celui de mettre à la disposition des consommateurs quantités de produits et de services à des prix raisonnables. Il s'agit simplement de **faire l'inventaire des secteurs que nous considérons comme essentiels** : la santé ? La défense ? L'agriculture ? L'automobile ? Et, dans ces secteurs, faire l'inventaire des produits qui nous paraissent essentiels. Puis de voir **quels sont les meilleurs moyens d'assurer notre indépendance nationale** : rapatrier la production ? Mutualiser entre pays européens ou autres ? Diversifier les approvisionnements ? Constituer des stocks de sécurité ? Les pistes ne manquent pas. Il faut les étudier et préciser dans quels secteurs elles sont susceptibles d'apporter les meilleures garanties.

Cette réflexion ne fait que commencer mais elle a de beaux jours devant elle. Elle fait partie des grandes leçons à tirer de la crise que nous traversons. Elle est aussi un **axe majeur des activités que la Fondation va déployer d'ici la fin de l'année pour pouvoir en faire un thème central du Shérif 2022**.

Philippe COSTE
Ancien Ambassadeur